

*[Text]*

la francophonie, et par la suite du Sommet du Commonwealth tenu à Vancouver. Il s'inscrit, bien sûr, également dans le cadre de la politique canadienne face au problème de l'endettement du Tiers monde, et plus particulièrement dans le cadre du moratoire sur la dette qui avait été annoncé en mai 1986 lors de la session extraordinaire des Nations Unies consacrée à l'Afrique. Ce moratoire, rappelons-le, concernait le remboursement des dettes de l'APD des pays de l'Afrique subsaharienne et avait une durée initiale de cinq ans, soit de 1986 à 1991.

Le problème de l'endettement des pays en voie de développement est vaste et complexe et je suis heureuse que le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur se penche actuellement sur cette question.

Même si la dette des pays de l'Afrique subsaharienne est moins élevée en chiffres absolus que celle des pays latino-américains, elle n'en constitue pas moins un énorme fardeau pour ces pays, compte tenu de leur développement, de leur niveau de développement économique et de leurs ressources.

Tout comme en 1977, à l'époque où le Canada avait annoncé l'effacement de la dette d'aide publique au développement de 12 pays les moins avancés, les initiatives canadiennes annoncées à Québec et à Vancouver confirment le leadership du Canada face au problème de l'endettement des pays du Tiers monde et notamment ceux de l'Afrique.

Les initiatives canadiennes ont eu un effet d'entraînement auprès d'autres pays industrialisés et constituent un effet multiplicateur dont bénéficient tous les pays du Tiers monde, notamment les pays les plus pauvres et les plus endettés. C'est ainsi, par exemple, que depuis l'annonce du gouvernement concernant l'effacement de la dette des pays de l'Afrique au sud du Sahara ayant tous un niveau de revenu supérieur aux pays les moins avancés, des mesures similaires ont été annoncées par l'Angleterre, l'Allemagne fédérale et le Japon. Et on a vu tout dernièrement la France, lors du Sommet de la francophonie à Dakar, prendre également des mesures pour alléger le fardeau de la dette de ces pays.

Dans le même contexte, il est bon de rappeler que depuis 1986, toute notre aide au développement se fait sous forme de dons afin de ne pas alourdir le fardeau de la dette des pays du Tiers monde. Également, au Sommet économique de Venise et de Toronto, le Canada a joué un rôle de leader en ce qui concerne le problème de l'endettement des pays du Tiers monde et tout spécialement les pays les plus pauvres et les plus endettés.

En plus d'effacer la dette de ces pays, nous appuyons leurs efforts d'ajustement et de redressement économique par le biais de programmes et de projets en portant une attention bien particulière aux besoins des groupes les plus vulnérables de ces pays. Les pays visés par le projet de loi, monsieur le président, sont les suivants: le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Gabon, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Nigeria, le Sénégal, le Swaziland, le Zaïre, la Zambie, et le Zimbabwe.

*[Translation]*

Commonwealth Summit in Vancouver. It also fits in with Canada's policy for dealing with Third World indebtedness and more specifically with the debt moratorium announced in May 1986 at the United Nations Special Session on Africa. This moratorium, as you know, concerned the repayment of ODA debt by sub-Saharan African nations and was initially intended to last five years, from 1986 to 1991.

The problem of debt in the developing countries is a far-reaching and complex one and I am glad that the Standing Committee on External Affairs and International Trade is currently studying this issue.

Although the sub-Saharan African countries' debt is not as high, in absolute terms, as the Latin American countries', it is nevertheless a heavy burden for them to bear, given their level of economic development and their resources.

As in 1977, when Canada announced that it was writing off the Official Development Assistance debt of the 12 least developed nations, the Canadian initiatives announced in Quebec and Vancouver confirmed Canada's leadership in dealing with the debt problem besetting Third World countries, notably the African countries.

Canada's initiatives had a snowball effect among industrialized nations and will thus benefit all Third World countries, particularly the poorest and most indebted. For example, since the Canadian government announced that it was writing off the debt owed by the sub-Saharan African countries, all of which had revenues superior to those of the least developed countries, similar measures have been announced by England, the German Federal Republic and Japan. Just recently, at the Francophone Summit in Dakar, France announced that it will also take steps to relieve those countries of some of their debt burden.

Allow me also to point out in this connection that, since 1986, all our development assistance has been in the form of grants, in order not to increase Third World debt. Furthermore, at the economic summits in Venice and Toronto, Canada played a leadership role in the area of Third World debt and particularly with regard to the poorest and most indebted nations.

In addition to writing off these nations' debt, we have supported their efforts toward economic adjustment through programs and projects that placed a particular emphasis on the needs of the most vulnerable groups within those countries. Mr. Chairman, the countries covered by the Bill are: Cameroon, the Ivory Coast, the Congo, Gabon, Ghana, Kenya, Madagascar, Nigeria, Senegal, Swaziland, Zaïre, Zambia and Zimbabwe.